

Economie

## Le "sous-calibrage" des crédits du Ségur fait craindre un déséquilibre financier des Ehpad

---

Publié le 19/07/21 - 18h15

**Faute d'un financement du Ségur de la santé "à hauteur des coûts réels", les Ehpad risquent d'être incapables de pérenniser le versement des revalorisations salariales promises. Huit fédérations appellent à un rattrapage rapide des financements 2020, une accélération des crédits 2021 et à plus de transparence sur le calcul des enveloppes.**

Des promesses gouvernementales qui risquent de coûter cher aux établissements. Un an après l'ouverture du Ségur de la santé, les fédérations et associations du secteur des Ehpad s'inquiètent. Le programme, pour lequel 8,2 milliards d'euros (Md€) ont été débloqués pour la revalorisation salariale des professionnels, souffre à leur sens d'un financement problématique qui menacerait en conséquence l'équilibre financier des établissements.

### **30 à 50% du besoin non couvert**

Dans un communiqué du 19 juillet, AD-PA, Fehap, Fnadepa, Fnaqpa, Mutualité française, Nexem, Uniopss et Synerpa joignent ainsi leurs forces pour faire savoir que le Ségur, malgré son *"avancée certaine vers une meilleure reconnaissance des métiers du grand âge"*, pêche sur son financement. Les organisations dénoncent en effet des enveloppes *"sous-calibrées ne tenant pas compte des effectifs"*.

*"Insuffisantes"* en 2020 déjà, les dotations n'ont pu permettre de financer que 30% des besoins, ce qui a amené le secteur à sensibiliser une première fois le ministère des Solidarités et de la Santé à la problématique. Mais le rattrapage promis ne semble pas inscrit clairement à l'ordre du jour et demeure à ce stade *"sans garantie de complément malgré les engagements du Gouvernement"*, déplorent les représentants du secteur. Pire, cette année, les enveloppes fléchées aux établissements ne couvriraient en moyenne que 50 à 70% du besoin. Un manque à gagner, estime Annabelle Vêques, directrice de la Fnadepa, qui se traduirait par une ardoise de 100 000 € en moyenne pour un Ehpad de 80 places.

### **Section soins : quasi-totalité des Ehpad en déficit**

Avec des revalorisations de l'ordre de respectivement 183 € et 160 € net par mois et par salarié dans le public et le privé, l'écart entre coût réel du Ségur et financements perçus risque dans ce cadre d'induire *"des conséquences sans précédent sur le coût de fonctionnement des Ehpad"*. Sans compensation intégrale, ces écarts, poursuivent les fédérations, pourraient avoir des répercussions sur l'équilibre structurel de la section soins et sur les effectifs, *"déjà insuffisants"*, mais également sur la capacité des organisations *"à pérenniser le versement de ces revalorisations"*. La Fnadepa le souligne d'ailleurs, que ce soit au sein de son réseau ou parmi ceux de ses cosignataires, *"la quasi-totalité des Ehpad présente des déficits budgétaires"*.

Les huit fédérations et associations appellent dans ce cadre le Gouvernement "*à financer le Ségur à hauteur des coûts réels*". Cette demande doit se traduire à leur sens par le versement d'un rattrapage pour l'année 2020 "*à brève échéance*" ainsi que par "*une montée en charge plus rapide des crédits pour 2021*". Dans un souci de transparence, elles demandent également à ce que les modalités de calcul des dotations, trop "*opaques*", soit explicitées en toute transparence. Contacté par *Hospimedia* sur sa volonté de d'accéder aux demandes du secteur, le ministère des Solidarités et de la Santé n'a pas encore donné réponse. Loin de vouloir s'arrêter là, les fédérations devraient de leur côté en parallèle étendre la mobilisation à d'autres actions. En cas d'échec, un choix douloureux s'imposera aux Ehpad : présenter des budgets déficitaires ou mettre fin au versement de la revalorisation de ses salariés.

*Agathe Moret*